

ANALYSE

TRANSFERTS D'ARGENT : LES MIGRANTS AU COEUR DE LA TOURMENTE

Rôle économique, social et sociétal des transferts
de fonds : mesure des enjeux ? (1/2)



Les transferts d'argent internationaux, mis en oeuvre par les migrants, représentent tant au niveau mondial qu'europpéen des montants colossaux. La place que ces montants occupent dans le développement économique des pays récipiendaires est tout à fait significative. Si les flux quittant l'Europe sont importants, les flux intra-européens sont majoritaires. Ils jouent donc un rôle clé dans la répartition des richesses entre pays ayant un revenu annuel moyen per capita supérieur ou égal à 20.000 US\$ vers ceux dont les revenus sont inférieurs. Après avoir un peu questionné la notion de migrant, cette analyse explore les principaux enjeux que recouvrent les transferts de fonds afin de souligner l'importance de rendre ce marché efficace et concurrentiel. Un second opus sera quant à lui consacré aux divers problèmes présents sur ce marché, aux solutions envisageables et aux rôles que pourraient jouer les parties prenantes.

Mots clés liés à cette analyse : paiement, transfert de fonds, développement, inclusion financière, migrant

EN GUISE D'INTRODUCTION

Le plus simple, pour comprendre ce qu'est un migrant, c'est de se regarder dans un miroir. Tout un chacun porte en lui un possible migrant : qui peut être sûr qu'aucune circonstance, climatique, politique, économique, raciale, religieuse ou autre ne sera pas à l'origine d'un départ, volontaire ou forcé. La paix qu'ont connue les pays membres de l'Union européenne ces dernières décennies ne doit pas nous faire oublier les événements qui ont rythmé au fil des siècles la vie des Européens : de nombreuses guerres, des maladies, des famines, la pauvreté et un certain nombre de génocides ont été une cause permanente de migration.

À ce stade, on évitera d'assimiler migrants et illégaux. Ces derniers méritent à eux seul un traitement spécifique et hautement politique des difficultés qu'ils rencontrent.

Un migrant, donc, qui dispose dans notre hypothèse d'un permis de résidence, a un horizon temporel de vie dans le pays d'accueil qui peut aller de quelques mois à plusieurs années. Dans certains cas, d'ailleurs, ce qui devait rester temporaire peut aboutir à une installation définitive, à une naturalisation.

Au départ, le migrant n'est pas souvent accompagné de sa famille, souvent restée dans le

pays d'origine. Un de ses premiers objectifs est donc de s'insérer sur le marché du travail et d'être en mesure de pouvoir rapidement envoyer des revenus à ses proches. Les vacances, c'est pour plus tard et le plus souvent, c'est dans le pays d'origine qu'elles s'organisent, moment de retrouvailles familiales.

D'où vient-il ? Il peut être issu d'un pays de la zone euro, s'installant dans un autre pays de la zone euro. Dans ce cas, les problèmes de transferts de fonds ont, selon toute vraisemblance, disparu¹. Il se peut qu'il vienne ou aille d'un pays de la zone euro vers un pays hors zone euro... ici, les ennuis commencent, puisque les coûts des transferts, même de banque à banque², s'envolent : ils ne sont pas régulés. Enfin, il peut s'agir d'un cocktail incluant un pays hors Union européenne, et là, les choses deviennent très diverses, très variées, et malheureusement, très coûteuses dans la plupart des circonstances.

Toute la question est de savoir si les problèmes des transferts d'argent sont uniquement subis par les migrants originaires de pays extérieurs à l'UE. Après tout, pourquoi l'Union européenne aurait-elle à s'occuper des problèmes des non-européens résidant sur son sol ? N'a-t-elle pas assez de chats à fouetter ? La réponse à la première question est évidemment non. En effet, comme les transferts hors Union européenne, les tarifs intra-EU « hors Euro » s'envolent dans certains cas de manière totalement inacceptable. Rien dans les coûts réels mis en oeuvre ne justifie, en effet, certains tarifs pratiqués.

Exemple : lorsqu'un Bulgare envoie dans un pays de la zone euro un montant de 10 euros, il est parfois amené à payer jusqu'à 24 euros de frais. Il en va de même pour un Hongrois ou un Polonais : les tarifs des transferts incluant un pays hors zone euro sont libres. Sans réglementation ni transparence des tarifs, les banques ont toute latitude pour facturer ce type de montant.

Ce problème est empoigné par la Commission européenne, et des solutions efficaces devraient voir le jour prochainement³. Il faut dire qu'une part importante du personnel même de la Commission subit précisément ces tarifs prohibitifs, dès lors, le statu quo n'est pas envisagé !

¹ Et ceci grâce au SEPA : Single Euro Payments Area – dans la zone euro, en effet, les tarifs des payments sont réglementés. Pour plus de détails :

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/banking-and-finance/consumer-finance-and-payments/payment-services/single-euro-payments-area-sepa_en#rules-on-charges-for-cross-border-payments-in-euro

² En effet, si les transferts d'argent cash génèrent des coûts supérieurs par nature, un transfert interbancaire est selon toute vraisemblance moins coûteux.

³ En date du 28 mars 2018, au moment où nous finalisons cet article, la Commission européenne annonce la mise à jour de la réglementation qui va faire disparaître ces abus tarifaires. Pour en savoir plus : https://ec.europa.eu/info/publications/180328-proposal-cross-border-payments_en

On peut toutefois dire sans se tromper que les difficultés sont d'une ampleur toute différente selon le rythme des envois, leurs montants, leurs « raisons d'être », leurs pays de destination et leurs destinataires. Quand les transferts sont occasionnels, le dommage subi n'est pas de la même ampleur.

On conclura cette introduction en disant que les questions soulevées par les transferts de fonds concernent un spectre d'utilisateurs bien plus large que les seuls migrants d'origine extra-européenne, dont une cinquantaine de millions travaillent en Europe. C'est aussi un sujet qui touche de nombreux Européens et qui, à ce titre, ne se limite pas à des questions d'inclusion financière (qui au sens strict, se limiterait aux seuls publics vulnérables), mais aussi à des questions de droit des consommateurs.

LES PRINCIPAUX ENJEUX DES TRANSFERTS DE FONDS INTERNATIONAUX

Les chiffres en jeu sont étourdissants. Le rôle que jouent ces transferts d'argent dans la lutte contre la pauvreté, dans le développement économique des pays majoritairement récipiendaires est essentiel : il est un facteur de stabilité économique et politique significatif, à même de réduire la pression à l'exil économique présente dans les pays d'origines... Même une Europe « égoïste » a donc intérêt à rendre ces transferts d'argent internationaux les plus efficaces possibles afin qu'une plus grande partie des fonds envoyés servent réellement les populations et les économies locales.

En outre, ces transferts sont considérés comme un facteur clé d'une inclusion financière plus approfondie, tant du côté des migrants installés dans les pays d'accueil que de celui des familles restées dans le pays d'origine. Cette inclusion est nécessaire pour permettre une pratique aisée d'épargne, rendre envisageable l'accès à certains financements, à des produits d'assurances,...

Il suffit de voir à quel niveau cette question est traitée pour se persuader que le problème est absolument crucial dans le développement économique mondial : l'Organisation des Nations-Unies, le G8 puis le G20, l'Union européenne, mais aussi, notamment pour la mesure des flux financiers et des coûts liés, la Banque Mondiale et le Fonds International de Développement Agricole.

Au sein de l'Union européenne, de nombreuses Directions Générales ont des compétences ayant un impact sur la problématique : on pense notamment à la DG Justice

et Protection du consommateur, la DG Développement et Coopération, la DG Concurrence, la DG FISMA,...auxquelles s'ajoutent au moins l'ESA (Autorité Européenne de surveillance des services financiers).

En 2014, les chefs d'États des pays membres du G20 ont approuvé un Plan de facilitation des transferts de fonds internationaux. Ce plan repose toutefois, on peut le déplorer, sur l'engagement volontaire des États membres. En 2015, lors du sommet d'Antalya, les responsables du G20 ont validé le principe d'évaluation tous les deux ans de l'état d'avancement de ce programme. Une partie des chiffres présentés est issue du premier rapport, finalisé en 2017.

593 milliards US\$ de transferts de fonds projetés en 2017

A titre de comparaison, selon le classement des pays par niveau de PIB⁴, la Banque Mondiale compte seulement 20 pays dont les PIB dépassent cette somme de 593 milliards. Tous les autres pays du monde ont un PIB inférieur. La Belgique est en 25ème position en termes de PIB, avec un montant estimé de 467,96 milliards US\$. Des 593 milliards de US\$, 445 milliards auront pour destination un pays en voie de développement.

Coût moyen au 4ème trimestre 2017 : 7,09% des montants

Soit, sur le total, cela représente plus de 42 milliards. L'objectif 2030 d'atteindre un coût moyen inférieur ou égal à 3% permettrait, sur le total de 2017, de dégager 24,3 milliards⁵. Ces 24,3 milliards, au lieu d'enrichir des entreprises qui profitent de rentes rendues possibles par des marchés peu compétitifs, pourraient être avantageusement injectés dans l'économie réelle des pays récipiendaires, qui comptent, comme on l'a vu, une proportion très importante de pays en développement.

- En termes de développement économique :
pour environ 25 pays récipiendaires, les montants reçus représentent au moins 10

⁴ Disponible sur : https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_pays_par_PIB_nominal

⁵ A titre de comparaison, le montant de l'aide publique au développement au niveau européen était de 51 milliards en 2012, de 24 milliards pour les États Unis, et de 8 milliards pour le Japon. Disponible sur le lien : https://europa.eu/european-union/file/1152/download_fr?token=d3oFFbob.p.10

% du PIB (voire beaucoup plus, par exemple : Tadjikistan= 42 %, Somalie = 50 %)

- pour ces économies nationales, ces montants se traduisent en développement du commerce local et des infrastructures financières,... auxquels s'ajoutent aussi des investissements et des dons qui sont autant de sources de création d'emplois. Le développement d'opportunité économique et d'entrepreneuriat sont essentiels dans les pays d'origine pour soulager la pression à la migration économique ;
- ces transferts peuvent être considérés comme étant le plus gros programme mondial de lutte contre la pauvreté.
- en matière d'inclusion financière, il est possible de la promouvoir notamment grâce à la mobilisation des montants des transferts :
- les migrants sont globalement peu bancarisés, mais ils utilisent souvent des services de transferts de fonds. Ces derniers pourraient dès lors servir de produit d'appel, de premier pas vers une inclusion financière auprès du secteur financier (secteur qui dispose de services efficaces de transferts d'argent, même si ces derniers sont encore très chers)... Donc ici, il serait utile de considérer les transferts d'argent comme « produit d'appel » à l'inclusion financière dans le pays d'accueil – via l'ouverture d'un compte de transaction ou de dépôt, par exemple. La bancarisation des migrants dans le pays d'accueil est donc la clé d'entrée vers une plus grande inclusion (possibilité de produits d'épargne, de réinvestissement dans la communauté d'origine), qui donne accès à une plus grande sécurité et une réduction des coûts comparés aux transferts d'argent cash..
- sans possibilité d'épargne dans le pays d'origine, l'épargne ne génère ni intérêt, ni possibilité, de faire des prêts afin d'être réinvestie : dans cette perspective, l'exclusion financière entretient le cycle de pauvreté. La capacité d'emprunter auprès des proches est très réduite, pas réglementée ni sécurisée,... Au contraire, ceux qui accèdent à l'inclusion financière ont des capacités accrues d'investissements productifs, source potentielle de revenus supplémentaires. Ceci enclenche des cercles vertueux.

Le tableau ci-dessous détaille les niveaux d'impacts que ces transferts atteignent dans les familles restées dans le pays d'origine.

Figure 10: Impact des transferts en fonction du niveau de revenu du ménage

Population cible	Ménages pauvres	Ménages vulnérables	Ménages résilients
Impact des transferts d'argent	<p>Une planche de salut qui réduit la pauvreté</p> <p>Jusqu'à 80 % des montants des transferts internationaux – et un pourcentage supérieur des transferts nationaux – sont alloués à l'achat de biens essentiels comme l'alimentation et à la couverture des dépenses de santé.</p>	<p>Un filet de sécurité qui réduit la vulnérabilité</p> <p>Les ménages à faibles revenus se caractérisent par des flux de revenus irréguliers. Les chocs externes peuvent affaiblir leur situation et les faire basculer en dessous du seuil de pauvreté. Les transferts d'argent augmentent les revenus et aident les ménages à faire face aux dépenses imprévues, réduisant ainsi leur vulnérabilité.</p>	<p>Une source de revenus pour l'investissement</p> <p>Les ménages moins vulnérables utilisent une part variable des transferts d'argent pour investir dans le capital humain (éducation, santé) et social (mariage) et dans les actifs physiques (bétail, logement, équipement) et financier. Une très faible part est investie dans des petites entreprises ou des activités agricoles.</p>
Leviers d'inclusion financière	<p>L'accès à des services de transfert formels, fiables, rapides et peu coûteux est essentiel pour couvrir les dépenses élémentaires.</p>	<p>Les services de transfert d'argent aident à faire face aux risques et représentent une source de revenu complémentaire qui peut être transformé en épargne lorsque les revenus sont supérieurs aux dépenses.</p>	<p>Les services de transfert associés à d'autres produits financiers (prêt, épargne) et non financiers aident les ménages à développer des activités génératrices de revenus et des activités agricoles.</p>

Source: FIDA 2015.

- **Nombre de travailleurs migrants en Europe : 50 millions**
L'Europe représente 10% de la population mondiale, accueille 20% des travailleurs migrants et est à l'origine de 25% du total des transferts de fonds ;
- Au sein de ces 45 pays européens, on trouve 26 pays pourvoyeurs de fonds dont les PIB moyens par habitant dépassent 20.000 US\$/an (dont 15 sont membres de l'UE-28) et 19 pays récipiendaires dont les PIB moyens par habitant sont inférieurs à 20.000 US\$/an (dont 10 sont membres de l'UE-28) ;
- **Les 10 pays récipiendaires de l'Union sont : la Bulgarie, la Croatie, la République Tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie. Les habitants de ces pays reçoivent un total de 20,5 milliards (US\$),** et ces montants ne sont pas comptabilisés dans les montants destinés aux pays en développement, bien entendu. Ce total est par ailleurs considéré comme étant très en-dessous des montants réellement transférés. En

effet, la proximité géographique ainsi que l'intensité des déplacements intra-européens offrent autant d'opportunités d'utiliser des canaux informels.

- **109,4 milliards US\$ sont envoyés par les travailleurs migrants installés dans les 45 pays Europe, dont**
 - 36,5 Md à destination des Balkans, de l'Europe de l'Est et de la Baltique ;
 - 72,9 Md à destination de pays en développement hors Europe (Afrique, Asie, Amérique Latine, Caraïbe et Proche-Orient).
- Ces montants d'argent transférés représentent très souvent, dans les pays d'origine, plus de 50% des revenus totaux des familles récipiendaires ;
- Pour le TOP 10 des pays européens pourvoyeurs de fonds (soit 92 Md US\$), ce montant important ne représente toutefois que 0,69% de leur PIB respectif.

CONCLUSION

Les montants présentés, les enjeux cités, que ce soit en terme de développement économique – intra et extra européen - qu'en matière d'inclusion financière sont immenses. On comprend mieux pourquoi c'est au niveau mondial que le problème est abordé par les instances telles que la Banque Mondiale, le G20, pour ne citer qu'elles. Malgré cette mobilisation et cette prise de conscience politique, les coûts moyens fin 2017 dépassent toujours les 7,09 %.

Le marché européen des transferts de fonds est toujours très contrasté, parfois efficace, mais le plus souvent encore trop cher. Les frais de change, le coût d'intervention des banques et les pratiques dominantes de deux entreprises de transferts de fonds expliquent en partie cet état de fait.

C'est sur ces circonstances, sur les raisons de leur maintien et sur les pistes de solutions que nous poursuivrons cette réflexion dans un second opus.

Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter pour organiser avec votre groupe ou organisation une animation autour d'une ou plusieurs de ces analyses.

Cette analyse s'intègre dans une des 3 thématiques traitées par le Réseau Financité, à savoir :

Finance et société : *Cette thématique s'intéresse à la finance comme moyen pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers et notamment rencontrer ainsi les défis sociaux et environnementaux de l'heure.*

Finance et individu : *Cette thématique analyse la manière dont la finance peut atteindre l'objectif d'assurer à chacun, par l'intermédiaire de prestataires « classiques », l'accès et l'utilisation de services et produits financiers adaptés à ses besoins pour mener une vie sociale normale dans la société à laquelle il appartient.*

Finance et proximité : *Cette thématique se penche sur la finance comme moyen de favoriser la création de réseaux d'échanges locaux, de resserrer les liens entre producteurs et consommateurs et de soutenir financièrement les initiatives au niveau local.*

Depuis 1987, des associations, des citoyens et des acteurs sociaux se rassemblent au sein du Réseau Financité pour développer et promouvoir la finance responsable et solidaire.

Le Réseau Financité est reconnu par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.